

La presse est remplie de commentaires des rectifications intervenues au Comité Central de Choisy. Ce n'est qu'au compte-gouttes que les documents ont été livrés aux adhérents et aux travailleurs: d'abord la résolution (*L'Humanité*, 4 novembre) qui les mit en appétit, puis l'intervention du Secrétaire général nouvellement de retour d'U.R.S.S. (*L'Humanité*, 11 novembre), ensuite le discours de Laurent Casanova prononcé devant les militants de la Région parisienne (*L'Humanité*, 12 novembre), et pour terminer une pauvreté sans pareille, un discours de meeting, fait pour remonter le moral, baptisé « rapport », par Laurent, secrétaire général des Jeunesses Communistes, qui a réalisé le tour de force de passer sous silence que la proportion des jeunes votant pour le P.C.F. est inférieure à celle des plus âgés.

Aucun militant n'a jamais eu connaissance du rapport fait au nom du Bureau Politique devant le Comité Central, pas davantage des multiples interventions qui se sont succédé pendant deux jours.

La direction du P.C.F. s'est toujours efforcée de cacher les débats pénibles qui pourraient donner à penser, c'est-à-dire à se faire une opinion. Connaîtra-t-on la substance des critiques adressées au P.C.F. par la Fédération de France du P.C.A. dont, d'après *France-Observateur*, il a été question à Choisy-le-Roi? Certes non. Seulement est reconnu le droit d'entendre le guide.

La rédaction de *L'Humanité* n'a pas encore fait état de délibérations des cellules approuvant la « juste intervention du camarade Maurice Thorez ». Serait-ce que le secrétaire général renonce, désormais, à se faire acclamer comme il n'y manquait jamais dans le passé?

Décidément les rapports entre la direction et la base ont bien changé!

TOURNANT? — OUI, MAIS PAS SUR L'ALGERIE

Toute la presse bourgeoise claironne que Thorez vient de découvrir les vertus de l'autodétermination. Elle parle d'un tournant de la politique algérienne du P.C.F.

En réalité, pendant toute une période la politique du P.C.F. fut profondément réactionnaire: passivité devant la dissolution de l'Etoile Nord-Africaine en 1937; qualification du Parti Populaire Algérien comme d'un repaire de fascistes, au moment des massacres impérialistes du Constantinois en 1945; politique dite, de « véritable Union Française », etc.

Lorsque les partisans algériens déclenchèrent l'insurrection le 1^{er} novembre 1954, le Bureau Politique du P.C.F. s'empressa de parler d'éléments irresponsables. Par la suite, il devait évoluer. A la période franchement réactionnaire, succéda une période profondément opportuniste: la revendication de l'indépendance pour l'Algérie ne fut explicitement reconnue qu'en décembre 1957. Jamais les rédacteurs de *L'Humanité* n'exposèrent le déroulement de la lutte du peuple algérien comme un processus révolutionnaire. On se complut dans la politique d'« intérêt national », des « liens entre la France et l'Algérie ».

Cet opportunisme — est-il besoin de le rappeler — culmina avec le vote des *pouvoirs spéciaux* au gouvernement Guy Mollet. Il s'exprima également par l'attitude du P.C.F. envers ceux qui voulaient coordonner les manifestations de rappelés, dont les éléments les plus combatifs, civils ou militaires, furent traités de provocateurs!

Cette politique a contribué, pour une large part, au développement d'un courant de chauvinisme dans la classe ouvrière même. Cette politique a permis l'avènement de de Gaulle et a placé le F.L.N. dans des conditions de négociations plus difficiles que le laissait augurer la protestation populaire anticolonialiste des dernières années.

Thorez aime citer les proverbes. Il doit connaître celui de « la paille et de la poutre ». Au lieu de faire le procès des autres membres du B.P., il devrait faire la critique de toute la politique algérienne de son parti qu'il veut tenir étroitement sous sa coupe.

Le tournant, et il existe, n'est pas véritablement là où le trouve et fait semblant de le trouver toute la presse.

D'UNE ANALYSE JUSTE A L'INSTALLATION DANS LE REGIME

Tout n'est pas faux dans les paroles de Thorez au Comité Central. Nous pourrions reprendre à notre compte le passage de la résolution qu'il a fait rédiger:

« Le fait que le Président de la République ait reconnu le droit à l'autodétermination du peuple algérien, même s'il l'a assorti de conditions et de délais qui risquent de le rendre illusoire ou d'en retarder indéfiniment la réalisation, est l'indice que la grande bourgeoisie française et son gouvernement cherchent à sortir de l'impasse où la politique de guerre coloniale les a acculés, et à définir les éléments d'une autre politique algérienne. » (*L'Humanité* du 4 novembre).

Cette analyse des forces bourgeoises qui s'opposent est incontestablement correcte. Le grand capital veut mettre un terme aux hostilités de l'autre côté de la Méditerranée. Et pour ce faire, il cherche à traiter avec la direction de la Révolution algérienne sur la base d'un compromis qui per-

LA DIRECTION DU PARTI tourne au gaull

mettrait l'exploitation, au profit de l'impérialisme, des richesses du sous-sol saharien. Cette aspiration va à l'encontre de toute une catégorie de colons, propriétaires terriens, dont les porte-parole sont connus sous le nom d'*ultras*. Les divisions au sein de l'U.N.R., cependant parti gouvernemental, ne sont pas autre chose que l'expression politique de ces divergences d'intérêts très matériels.

Par conséquent, les déclarations de de Gaulle qui, pour la première fois, employait, le 16 septembre, le mot d'*autodétermination* n'étaient pas une simple manœuvre pour gagner du temps et tromper l'O.N.U., mais elles correspondaient à une décision délibérée du grand capital, directement dictée par ses intérêts économiques et politiques.

C'est ce qu'auraient oublié le Bureau Politique du P.C.F. et Jacques Duclos en particulier.

L'analyse économique est une chose, les décisions politiques qui doivent en découler sur la base des principes communistes de la lutte de classe, une autre.

Thorez a conclu d'une analyse juste à un rapprochement avec le régime.

C'est là que se trouve le tournant. Vous faites un procès d'intention, répliquera-t-on, et on citera maints passages de l'intervention de Thorez, destinés à en administrer la preuve.

Tous ces passages n'ont pas d'autre objet que de semer la confusion au moment où se fait le tournant. Car il n'en reste pas moins que Thorez a assisté au cocktail donné par Chaban-Delmas, président très gaulliste de l'Assemblée Nationale, et qu'il a cru devoir lui serrer la main, alors que sur intervention du centre, un militant d'une section du Pas-de-Calais a été blâmé tout récemment par sa cellule pour avoir, comme maire de son village, accueilli le président de la République.

L'initiative de Thorez est un geste politique; les dirigeants du P.C.F. ont l'habitude de donner à toutes leurs démarches la signification d'une orientation. Un humoriste dirait que cette poignée de main symbolique est un appel du pied.

Tel est le message que Thorez, en termes à peine voilés, adresse au régime:

« On dira: « Tout de même vous avez un peu modifié votre attitude. Vous êtes allés à la réception du Président de l'Assemblée Nationale ». Oui, nous sommes allés à cette réception. Il a semblé au Bureau Politique qu'une telle attitude était conforme à l'orientation et à l'effort du Parti en ce moment dans les conditions qui sont les conditions présentes, qu'il ne convenait pas au Parti de s'abstenir, même s'il n'a que 24 sénateurs et députés. LES TEMPS ONT CHANGE. » (*L'Humanité*, 11 novembre).

En résumé, la direction du P.C.F. veut effectuer un tournant qu'elle n'a fait qu'amorcer. Ce tournant dépasse singulièrement la conjoncture algérienne, et est inspiré par le prochain voyage de Khrouchtchev en France.

THOREZ ET LA SITUATION AU SEIN DU P.C.F.

C'est pourquoi Thorez, dans son intervention, prend surtout à partie ceux qui se posent des questions à propos des rapports entre la détente et la politique des Partis Communistes.

« Maintenant apparaît une nouvelle situation qui ne peut que mettre à l'aise des communistes. Et il s'en rencontrerait qui se sentiraient gênés, désorientés, troublés, s'imaginant que le Parti pourrait se trouver en difficulté... et on comprendrait mal que des communistes se sentent gênés parce que Khrouchtchev va venir en France, même si c'est de Gaulle qui l'a invité. » (*L'Humanité*, 11 novembre).

THOREZ ET LE BUREAU POLITIQUE

On a l'impression que Thorez cherche une mauvaise querelle au Bureau Politique, contre lequel il en appelle au Comité Central, à tout le Parti. Son intervention a quelque chose d'extraordinaire, d'insolite. La querelle éventuelle ne se situe pas où on pourrait le croire d'après son intervention. Thorez prétend qu'il a combattu la résolution du Bureau Politique dès son retour en France (24 septembre). Ce n'est pas vrai.

En effet, il tint le 27 septembre à Alès des propos tout à fait dans la ligne de la déclaration du Bureau Politique du 17 septembre. Les voici: